

Restaurant Inter-Administratif
du Centre Administratif Départemental des Alpes Maritimes
147, Bd du Mercantour
BP 3007
06201 NICE Cedex 3

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023



19, RUE ALPHONSE 1^{ER}
06200 NICE

Restaurant Inter Administratif du Centre Administratif Départemental des Alpes Maritimes « R.I.A. »

Exercice clos le 31 décembre 2023

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association Restaurant Inter Administratif du Centre Administratif Départemental des Alpes Maritimes,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Restaurant Inter Administratif du Centre Administratif Départemental des Alpes Maritimes relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nice, le 10 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

FIDUCIAIRE DE COMMISSARIAT ET D'AUDIT

DocuSigned by:

D4BA3386C540474...

Cyrille Verrière

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 10/06/2024

ACTIF	Exercice clos le		Exercice précédent			
	31/12/2023 (12 mois)	31/12/2022 (12 mois)				
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 590	4 590				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	138 410	109 816	28 594	4,28	42 089	5,51
. Autres immobilisations corporelles	276 833	161 586	115 247	17,24	137 847	18,03
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres						
TOTAL (I)	419 833	275 992	143 841	21,52	179 936	23,54
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	34 690		34 690	5,19	27 116	3,55
Avances et acomptes versés sur commandes						
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	24 517		24 517	3,67	19 987	2,61
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	31 879		31 879	4,77	37 570	4,91
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	416 289		416 289	62,29	481 012	62,92
Charges constatées d'avance	17 086		17 086	2,56	18 881	2,47
TOTAL (II)	524 461		524 461	78,48	584 567	76,46
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	944 294	275 992	668 302	100,00	764 503	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	173 291	25,93	173 291	22,67
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	194 792	29,15	225 541	29,50
Excédent ou déficit de l'exercice	-89 861	-13,44	-30 749	-4,01
Situation nette (sous total)	278 222	41,63	368 083	48,15
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	31 752	4,75	42 303	5,53
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	309 974	46,38	410 386	53,68
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	93 579	14,00	104 349	13,65
TOTAL (III)	93 579	14,00	104 349	13,65
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 953	15,55	105 718	13,83
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	109 710	16,42	97 451	12,75
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			200	0,03
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	51 086	7,64	46 398	6,07
TOTAL (IV)	264 749	39,62	249 767	32,67
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	668 302	100,00	764 503	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Présenté en Euros

Edité le 10/06/2024

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%	
		Total	%	Total	%	Variation	%		
PRODUITS D'EXPLOITATION:									
Cotisations		13 756		11 796		1 960	16,62		
Ventes de biens et services									
- Ventes de biens		952 243		808 056		144 187	17,84		
- dont ventes de dons en nature									
- Ventes de prestations de services									
- dont parrainages									
Produits de tiers financeurs									
- Concours publics et subventions d'exploitation		827 759		796 918		30 841	3,87		
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible									
- Ressources liées à la générosité du public									
- Dons manuels									
- Mécénats									
- Legs, donations et assurances-vie									
- Contributions financières									
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		29 095		18 500		10 595	57,27		
Utilisations des fonds dédiés									
Autres produits		42		59		-17	-28,80		
Total des produits d'exploitation (I)		1 822 895		1 635 329		187 566	11,47		
CHARGES D'EXPLOITATION:									
Achats de marchandises									
Variations stocks									
Autres achats et charges externes		1 121 657		967 825		153 832	15,89		
Aides financières									
Impôts, taxes et versements assimilés		5 545		4 622		923	19,97		
Salaires et traitements		542 166		468 211		73 955	15,80		
Charges sociales		215 159		192 123		23 036	11,99		
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		41 408		44 391		-2 983	-6,71		
Dotations aux provisions				2 308		-2 308	-100,00		
Reports en fonds dédiés									
Autres charges		112		366		-254	-69,39		
Total des charges d'exploitation (II)		1 926 046		1 679 847		246 199			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-103 152		-44 518		-58 634	-131,70		
PRODUITS FINANCIERS:									
De participations									
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif									
Autres intérêts et produits assimilés		3 605		1 378		2 227	161,61		
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges									
Différences positives de change									
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement									
Total des produits financiers (III)		3 605		1 378		2 227	161,61		
CHARGES FINANCIERES:									
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions									
Intérêts et charges assimilées									
Différences négatives de change									
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements									
Total des charges financières (IV)									
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		3 605		1 378		2 227	161,61		

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-99 547	-43 140	-56 407	-130,74
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	10 551	12 682	-2 131	-16,79
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	10 551	12 682	-2 131	-16,79
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	10 551	12 682	-2 131	-16,79
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	865	291	574	197,25
Total des produits (I + III + V)	1 837 050	1 649 389	187 661	11,38
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 926 911	1 680 138	246 773	14,69
EXCEDENT OU DEFICIT	-89 861	-30 749	-59 112	-192,23
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services				
Prestations				
Personnel bénévole				
TOTAL				

RI.A. DU CADAM

147 BD DU MERCANTOUR
BP 3007
C.A.D. DES AM
06000 NICE

ANNEXES

Aux comptes annuels présentées en Euro

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

édité le 10/06/2024

FCA

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le restaurant inter administratif (RIA) se définit comme une structure de restauration où sont accueillis des agents des services relevant des administrations.

Il s'agit d'un site équipé, locaux et installations techniques en vue de préparer et servir des repas, à un tarif social, aux agents de ses services à proximité ou de passage.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 668 301,65 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 89 861,17 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 26/05/2024 par le dirigeant.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 1999, aux prescriptions du code de commerce et au règlement N° 99-01 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et des fondations, et N° 99-03 relatif à la réécriture du plan comptable général, énoncés par le comité de la réglementation comptable et conformément au règlement ANC 2018-06 et ANC 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	3 ans
Matériel et outillage	de 4 à 10 ans
Agencement et mobilier	de 6 à 15 ans

2.2.3 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.4 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant de cette provision est de 93 579 Euros (éléments de calcul page 24)

2.2.6 - Contributions volontaires :

Afin que le lecteur puisse porter un jugement avisé sur les comptes, il convient de signaler que comme pour l'exercice précédent, les contributions volontaires n'ont pas été comptabilisées

Depuis le 1er septembre 2014, les contrats du gaz cuisine, l'entretien du matériel, les bacs à graisses et les contrats de maintenance sont intégrés dans les comptes du RIA

Le montant des contributions pris en charge par le département s'élève à

	2023	2022
Charges locatives réparties au M2	79 513 Euros	79 513 Euros
Sécurité, Maintenance, Entretien répartie au M2	110 882 Euros	110 882 Euros
Services pris en charge par le département	4 722 Euros	4 684 Euros
Total	195 079 Euros	195 079 Euros

Il y a lieu de préciser que conformément à la circulaire du 21 Décembre 2015, la convention d'occupation est gratuite.

Les services départementaux ont communiqué une valorisation à titre d'information pour un montant de 176 769 Euros (soit 2 356 m2 à 75 Euros le m2).

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)

FCA

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 10/06/2024

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

3.1 - Immobilisations :

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	4 590			4 590
Immobilisations corporelles	410 472	5 313	542	415 243
Immobilisations financières				
TOTAL	415 062	5 313	542	419 833

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 590			4 590
TOTAL I	4 590			4 590
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	94 007	16 351	542	109 816
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	59 558	11 303		70 861
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	16 348	1 383		17 731
Emballage récupérables et divers	60 622	12 371		72 994
TOTAL II	230 536	41 408	542	271 402
TOTAL GENERAL (I+II)	235 126	41 408	542	275 992

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

CREANCES	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	24 517	24 517	
Autres créances	31 879	31 879	
Charges constatées d'avance	17 086	17 086	
TOTAL	73 482	73 482	

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

3.4 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions / financements	
Autres produits à recevoir	10 798
TOTAL	10 798

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	173 291				173 291
Dont générosité du public					
Report à nouveau	225 541	-30 749			194 792
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-30 749		89 861	30 749	-89 861
Dont générosité du public					
Situation nette	368 083	-30 749	89 861	30 749	278 222
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	42 303			10 551	31 752
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	410 386	-30 749	89 861	41 300	309 974
TOTAL dont générosité du public					

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 10/06/2024

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)**4.2 - Report à nouveau avant répartition du résultat**

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées - à l'exercice - aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association		194 792
SOLDE		194 792

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	103 953	103 953		
Dettes fiscales & sociales	109 710	109 710		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	51 086	51 086		
TOTAL	264 749	264 749		

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	20 338
Dettes fiscales & sociales	60 273
Autres dettes	
TOTAL	80 611

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions d'investissements**

Subvention de 88 000 Euros versé le 15/11/2018 pour couvrir les dépenses de mobiliers et d'équipements acquis pour équiper le plan B en juillet / Août 2018

Cette subvention figure au passif du bilan pour 88 000 Euros brut.

Le montant imputé au compte de résultat 2023, soit 8 885 Euros, correspond aux amortissements effectués sur ces matériels

Subvention de 4000 Euros versée par l'Etat le 22/10/2020 pour l'achat d'équipements de protection contre la Covid.

Cette subvention figure au passif pour 4 000 Euros.

Le montant de 852 Euros imputé aux compte de résultat 2023 correspond aux amortissements effectués sur les deux fontaines à eau (acquisition le 13 /10/2020, amortissable en 5 ans).

Subvention de 4000 euros versée par l'état le 25/02/2021 pour l'achat de frais liés à la protection des convives

Cette subvention figure au passif pour 4 000 Euros

Le montant de 814 Euros imputé aux comptes de résultat 2023, correspond aux amortissements effectués sur les chariots sans parois (acquisition le 03/06/2021, amortissable sur 5 ans)

5.2 - Subventions de fonctionnement

Juridiquement, il y a lieu de distinguer entre participation financière répartie entre les administrations de tutelle

(convention de fonctionnement de 2013) et subvention départementale pour le plan B.

Financièrement, les administrations de l'état peuvent verser directement leur participation à l'association, ou demander au Département de le faire pour leur compte.

a. Montants versés et affectée par des administrations de tutelle durant l'exercice 681 231 Euros

- Département pour 313 477 Euros en deux versements, le 23/02/2023 pour 156 738,50 € et le 14/06/2023 pour 156 738.50 €
- Préfecture pour 195 567 Euros versés le 08/08/2023
- Ministère de l'économie et des finances publiques pour 15 591 Euros versé le 26/10/23
- DDTM pour 87 585 €versé le 8/8/23
- DDPP pour 13 823 €versé le 26/10/23
- DDCS pour 27 904 €versé le 26/10/23
- ARS pour 27 284 €versé le 18/7/23

Allocations interministérielles pour diminuer le montant du repas payé par les agents ayant un petit traitement indiciaire

Montant fixé chaque année par circulaire en 2023 1,39 Euros par passage pour les agents ayant un indice inférieur à 539 de janvier à avril (montant passé à 1,53 Euros au 1er mai 2023)

Total des allocations facturés aux administrations pour les passages en 2023 : 146 528 Euros :

ANNEXE ASSOCIATION

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Aux comptes annuels présentée en Euro
- Avec comptes substitués

Edité le 10/06/2024

FCA

6 - Autres informations**6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties****6.1.1 - Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

Néant

6.1.2 - Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
Total		

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 93 579Euros

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur:

- le salaire de référence salaire moyen de 12 derniers mois
 - les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 62 ans
- le taux de rotation du personnel : 10 %
- le taux moyen des charges sociales : 39.45 %

6.3 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	4	
Non Cadres	12	
TOTAL	16	0

6 - Autres informations (suite)**6.4 - Honoraires du commissaire au comptes**

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 300 euros.

FCA